

# Journal de l'environnement

ACCUEIL AIR EAU DÉCHETS CLIMAT RISQUES & SANTÉ SITES & SOLS ENERGIE I

Eau

## Municipales: 7 enjeux autour de l'eau

Le 26 février 2014 par Stéphanie Senet



L'eau trouvera-t-elle sa place dans la campagne électorale?

**l'eau.**

Réunissant une vingtaine d'associations, dont la coordination Eau-IDF, Rhône-Alpes et la fondation France Libertés, ce collectif a signé **un appel commun** afin lancer le débat sur la gestion de l'eau et de l'assainissement, qui relèvent des compétences des communes et des agglomérations.

**Moins d'un mois avant le premier tour des élections municipales, certaines problématiques environnementales occupent le devant de la scène grâce à la sensibilisation des associations. Après le **réseau Action Climat, mobilisant candidats et citoyens autour de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique**, un collectif a listé les principaux problèmes, et leurs solutions, sur la gestion de**

### RÉGIE VERSUS DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC (DSP)

Deux tiers des contrats de DSP conclus avant 1995 doivent être revus avant fin février 2015, selon un arrêt du Conseil d'Etat (Olivet, 8 avril 2009). Il appartient donc aux futures équipes municipales de décider de l'avenir de la gestion de l'eau. Municipalisation? La question se pose d'autant plus qu'un mouvement en faveur du retour à la régie s'est engagé en France, touchant plus d'une centaine de collectivités. Il a permis aux villes de se réapproprier la question, et a réduit les factures de citoyens de 10 à 40% selon le collectif. La plupart de ces communes sont réunies au sein de **la fédération France Eau Publique**, créée en juillet 2012.

### UNE TARIFICATION ADAPTÉE

Consacrée par la loi Brottes, la tarification progressive de l'eau est encore peu répandue en France. Elle consiste pourtant à fixer différents tarifs en fonction des consommations des foyers. Un ménage très gourmand paiera ainsi le mètre cube plus cher qu'un ménage économe, comme c'est le cas **à Dunkerque**. La coordination Eau préconise son déploiement, tout comme la suppression de tout abonnement fixe et le développement des aides aux ménages en difficulté (notamment via le fonds de solidarité Logement ou FSL). Il est aussi suggéré de délivrer un volume d'eau gratuit et d'interdire les coupures, comme le précise la loi Brottes.

### UN DROIT À L'EAU POUR TOUS

Une proposition de loi pour reconnaître un droit humain à l'eau potable et à l'assainissement a été déposée à l'Assemblée nationale en septembre 2013. Ce droit pourrait se traduire par l'installation, dans les communes, de points d'eau potable gratuits. Il pourrait être garanti au niveau national par une nouvelle instance: le défenseur du droit à l'eau.

### **PRODUIRE UNE EAU DE QUALITÉ**

Comme vient de le rappeler UFC-Que choisir, la qualité de l'eau potable se dégrade à la source, principalement en raison des pollutions agricoles. Le collectif Eau propose aux municipalités d'inverser la tendance, comme cela se pratique à Grenoble. La municipalité a en effet acquis les champs de captage situés à une dizaine de kilomètres de la ville. Elle entend désormais réduire les fuites et baisser la consommation globale, pour améliorer la qualité de l'eau du robinet et baisser son prix.

Les collectivités doivent aussi favoriser la protection des zones de captage en soutenant l'agriculture biologique (commandes publiques, aides à la reconversion, acquisition de terres agricoles, etc.).

Elles peuvent aussi devancer l'appel en appliquant le Zéro phyto sur leur territoire, avant l'entrée en vigueur de la loi en 2020.

### **REDONNER SA PLACE À L'EAU DANS LES VILLES**

Pour réduire la surchauffe climatique des villes, et notamment l'îlot de chaleur urbain, l'eau pluviale et le ruissellement doivent être favorisés, précise la coordination Eau. Une limitation des zones imperméables facilite ainsi le rechargement des nappes phréatiques et le développement de la végétation. Des dispositifs de récupération des eaux pluviales permettent aussi de limiter leur pollution et de favoriser leur réutilisation.

### **RENOUVELER LES CANALISATIONS**

Le réseau français d'eau potable affiche près d'un quart de pertes (24%) en raison des fuites sur les canalisations. La plupart des collectivités ne s'intéressent pourtant pas au problème. Selon l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (Onema), seules 8% des communes ont transmis les données sur l'état de leurs canalisations. Alors que le taux de renouvellement annuel ne dépasse pas 0,6%, l'heure des investissements a sonné.

### **ECONOMISER LA RESSOURCE**

L'installation de kits économiseurs d'eau permettrait de réduire les consommations. Ces équipements pourraient être financés par les municipalités pour les logements sociaux et s'accompagner d'une sensibilisation aux éco-gestes. L'occasion de créer de nouveaux emplois, sur le modèle des ambassadeurs du tri de déchets. L'ensemble de ce programme, prêt à l'emploi pour les candidats, sera officiellement présenté à Paris le 8 mars prochain.



### Un iPhone pour 16€ ?

Des clients français obtiennent 90% de réduction grâce à une astuce extraordinaire



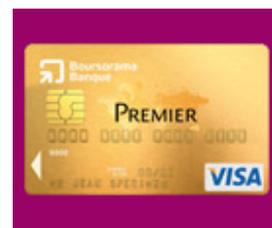
### Ras-le-bol fiscal ?

Vous payez plus de 3000€ d'impôts par an ? Découvrez comment ne plus en payer dès 2014 !



### Emménagez au printemps!

A Montmorency, appartements ou maison sur jardins à proximité des commerces et transports



### STOP aux frais bancaires!

Visa Premier gratuite + 30 € offerts à l'ouverture d'un compte ! Sans frais supplémentaires.

Publicité  Ligatus